Les dessous de la campagne contre la restitution des biens spoliés aux Hutu en 1972

@rib News, 23/07/2013 Au cœur du Génocide des Hutu de 1972-1973. Violence organisée pour contrer une Restitution Légitime. - Au souvenir des décisions de Bernard Kayibigi[1]-Par Perpétue Nshimirimana, Lausanne (Suisse), le 19 juillet 2013. La récente restitution du 28 mai dernier aux Ayants-droit d'une maison sise au quartier 5 de l'Office des Citoyens Africains (OCAF)/Ngagara, spoliée en 1972, a fait couler beaucoup d'encre. Elle a été, aussi, l'occasion de ces derniers semaines au Burundi. Pourtant, les propriétaires n'ont fait que rentrer, enfin, dans leurs droits patrimoniaux, cependant, bafoués depuis quatre décennies au vu et au su de tout le monde. Certains ont fait mine de surprise, criant à l'injustice, devant cette mesure d'expulsion décidée après des années de plainte à la Commission des Terres et autres Biens (C.N.T.B.), et refus d'obtenir de l'intégrité.

Etonnamment, durant le génocide de 1972-1973, ponctué de spoliations en tous genres sur ordre officiel des dirigeants de l'époque, personne n'a levé le petit doigt pour dénoncer les injustices et les crimes cruels dont ont été victimes centaines de milliers de citoyens burundais, au seul tort, d'appartenir à l'ethnie Hutu. Pendant quarante ans, les expropriateurs n'ont pas hésité à jouir en toute connaissance de cause des biens d'autrui. Pendant ce long, les survivants et les Ayants-droit se sont retrouvés entièrement démunis et obligés de vivre dans la misère. Dans la majorité des cas, le chef de famille, sujet de disparition forcée[2], s'était auparavant attaché à la tâche pour assurer une vie confortable à sa descendance. De nombreux citoyens à la Dictature de Michel Micombero de 1966 à 1976 ont eu l'autorisation de dépouiller aisément ces honnêtes citoyens du travail ou des biens acquis à la sueur de leur front. Des bénéficiaires des biens d'autrui (parfois obtenus gratuitement), vivent dans le délit dit de Recel[3]. Que de vies brisées ! Pour certaines des familles (ou différentes personnes individuellement), et pour d'autres, il a fallu faire preuve de beaucoup d'ingéniosité, de beaucoup d'inventivité pour pouvoir évoluer dans un entourage devenu complétement hostile, sous la dictature militaro-civile du Parti-Etat UPRONA[4]. Les procédures[5] sur les familles, de différentes natures, causées par ces spoliations, durant plus de quatre décennies, sont énormes. Ainsi, la maison du quartier 5 de l'OCAF/Ngagara, objet de commentaires variés, appartenait à la famille de M. Stanislas Mpitabakana. A la veille du déclenchement du génocide de 1972-1973, à 32 ans, il venait d'être nommé Inspecteur Général des Finances. L'image des centaines de milliers d'autres citoyens, comme lui, avec le trait en commun d'appartenir à l'ethnie Hutu, arriva au mois de mai 1972 sur son lieu de travail, puis l'objet d'une disparition forcée. M. Stanislas Mpitabakana[6] Immaculée Ntakatarusha[7] a instauré au sein des Finances et dans d'autres ministères, son arrestation a même été annoncée sur les antennes de la radio nationale[8]. Son épouse, Mme Immaculée Ntakatarusha a tenté de localiser le lieu de son éventuelle détention pour lui apporter nourriture et répondre à ses besoins urgents. Toutes ses tentatives d'approche vers le détenu ont été vaines. Elle a vite rendu à l'évidence qu'elle et ses enfants, ne le reverraient plus jamais. En effet, le Ministère des Finances et d'autres ministères ont été vidés de leurs cadres Hutu par la décision RMP 48 229/OC du Conseil de Guerre du 6 mai 1972, sous le régime de la dictature militaro-civile du Parti-Etat UPRONA. Celle-ci a autorisé l'arrestation d'un ensemble de personnes d'origine Hutu sans motifs expliqués, suivie d'exécutions, sur toute l'étendue du pays. Depuis, les M. Stanislas Mpitabakana ont été saisis, comme ceux d'autres nombreuses personnes, elles aussi, objets de disparition forcées. M. Bernard Kayibigi, procureur Général de la République à la période du génocide de 1972-1973, est directement lié à la spoliation de cette maison en question aujourd'hui. C'est lui, le Procureur Général en personne, qui a changé de ses parents, du nom de Pierre Bizimana. Si M. Justin Nyakabeto, expulsé de ce logement le 28 mai dernier, déclare avoir acheté à la Banque Nationale pour le Développement Economique (B.N.D.E.), la logique voudrait qu'il se retourne contre cette institution financière qui lui a vendu un bien volé ! Les commentaires des opposants aux restitutions décidées par la C.N.T.B. plaident pour une acquisition de bonne foi. Certes, mais, l'ensemble de leurs commentaires vont vers des explications curieuses évitant avec soin de nommer le problème central du délit actuel d'annoncer à savoir, le Recel, de biens liés au génocide de 1972-1973 ! De plus, la maison de M. Stanislas Mpitabakana n'est pas la seule concernée par ce genre de litige dans le quartier de l'OCAF /Ngagara. Les autres quartiers de la ville de Bujumbura regorgent de cas similaires comme dans les autres provinces du pays également. C'est un phénomène généralisé sur toute l'étendue du pays. Ce n'est pas parce que les victimes Hutu se sont tués pendant toutes ces années, dans beaucoup de cas, sans reproches exprimés, que la situation était satisfaisante. Un des fils de M. Stanislas Mpitabakana témoigne. « C'est notre maison », m'a confié Jean-Marie Ntakarutimana, l'un des fils de M. Stanislas Mpitabakana. « Après la disparition de mon père en 1972, ma mère a continué à payer les traites à la Banque Nationale pour le Développement Economique (B.N.D.E.). En fait, la maison était inscrite sous son nom, Immaculée Ntakatarusha. Comme elle me l'a dit à plusieurs reprises, « ils l'ont tué » ont menacé de tuer mon oncle paternel, Sabin, si je ne cédais pas la maison. Ce qu'elle a fini par faire. Nous sommes en possession d'une attestation de non-redevabilité vis-à-vis de la banque » Ce simple fait d'extorsion[9] par une banque publique constitue un exemple de cas de délit en lien avec un crime de génocide commis par l'Etat. Pour que cesse la confusion créée autour de la nécessité des restitutions des biens spoliés, la B.N.D.E. devrait informer le public sur la nature de la procédure autorisée de vente en toute légalité d'une parcelle ou d'un autre avoir, appartenant déjà à une autre personne privée, sous les régimes des trois dix plus des maisons, des comptes bancaires ont été bloqués dès l'arrestation et la disparition forcée des propriétaires. Quarante ans après, la lumière sur ce sujet doit être faite. Chacune des institutions financières existantes à l'époque (dans certains cas, renommées autrement aujourd'hui) devrait à balayer devant sa porte et rendre public ces pratiques en dehors des normes légales utilisées par leurs responsables à la tête des institutions. Les banques burundaises sont en mesure d'énumérer exactement le nombre de détenteurs de comptes concernés, le montant total des avoirs, les noms des spoliés et en faveur de quel spoliateur les bénéficiaires du vol ont été dirigés. BNDE, CADEB, SOCABU, BRB, etc. : Les institutions financières burundaises ont des comptes à rendre à la C.N.T.B. et à la Nation[10] La même démarche est à mener pour les autres biens saisis comme les nombreux véhicules parqués un temps au camp

militaire localisés en face de la prison centrale de Mpimba. Certains véhicules ont changé de propriétaire, sans autre forme de procès. Il n'était pas rare d'entendre, à l'époque, de jeunes enfants moins se plaindre que telle personne connue, a roulé dans le véhicule appartenant à leur père. Au cours de ventes aux enchères à la sauvette, beaucoup de véhicules ont été vendus à vil prix. Qui a décidé d'organiser ces actions de vente et au bénéfice de qui ? Dans l'atteinte aux biens autrui, une comparaison pour les préjudices subis est attendue. Un autre aspect voltant des spoliations concerne des milliers de jeunes Hutu dont les chances d'accéder à l'école secondaire ont été anéanties fait que leurs « certificats nationaux de réussite de fin des études du primaire [11] » ont été remis [12] aux anciens en échec. Ces derniers ont poursuivi une scolarité, parfois poussée, sous des noms d'emprunt. Aujourd'hui, de nombreux Burundais vivent avec une identité usurpée [13] et portent des noms ne correspondant pas à leurs origines de naissance. La conséquence directe de cette manœuvre a été pour de nombreux jeunes Hutu de devoir stopper net leur scolarité - dire leur accès au savoir. C'est le constat d'un véritable génocide intellectuel savamment orchestré par trois dictatures militaro-civiles au pouvoir au Burundi. À l'époque, une spécificité du génocide de 1973-1974 - La spoliation des biens matériels [14] - Il serait très judicieux de restituer à leurs descendants, l'origine de leurs biens dont ils ont profité depuis de nombreuses années. Le nom officiel du père ou de la mère etc. De profonds bouleversements dans la mentalité des gens sont envisagés après les restitutions et les mises au point sur les questions aussi importantes qu'importantes des familles et du pays. Grâce au travail de la C.N.T.B., la vérité est dite au Burundi. D'abord, plus aucun doute ne subsiste dans les esprits des gens sur le fait que des biens matériels et immatériels (comme le certificat national) ont été retirés sur ordre arbitraire à leurs titulaires. Puis, l'intérieur des familles des profiteurs des biens autrui, c'est la constance du regard du public. Jean-Marie Ntakirutimana a poursuivi : « Quand la maison du quartier 5 était spoliée, à plusieurs reprises des gens sont venus lancer des pierres sur notre maison du quartier 3 où nous habitons, pour nous contraindre à partir. Mais, nous avons résisté aux agressions. Ils profitaient, par exemple, de l'absence de ma mère pour sortir nos biens de la maison. Ces gens les exposaient au dehors espérant que nous finirions par nous décourager de ce manque d'intimidation et partir. A Ngagara, beaucoup de maisons sont le fruit de spoliations des familles Hutu dépourvues en 1972. Aux alentours de chez nous, j'en connais plusieurs. D'où, la maison dont le salon est contigu au nôtre, est une maison volée. Avec cette affaire de restitution de notre maison du quartier 5, un voisin est allé dire à mon frère [16] que si les vrais propriétaires du logement qu'il occupe illégalement se manifestaient, il la rendrait immédiatement. » Et, ajouter, enfin : « Il y a eu beaucoup de mensonges sur Ngagara qui n'a jamais été Tutsi avant 1972 [17]. Pour établir la vérité, je demande que l'Etat fasse un recensement et montre quelle était la physionomie du quartier avant 1972. On se rendra compte qu'avant cette année, c'était un quartier où vivaient de nombreux Hutu, des Zaïrois etc. Ngagara a changé de physionomie pour devenir mono-ethnique Tutsi après les disparitions forcées en masse des Hutu qui y habitaient et la spoliation de leurs biens. » Aujourd'hui, réclamer l'emprunt de restitution aux Ayants-droit, des biens, matériels (meubles et immeubles) et immatériels (monnaie [18], etc.), après tant d'années, n'est que rétablir, enfin, les individus dans leurs droits. Dans le monde entier, le droit de Recel a la même signification. Et, dans le cas présent de révolte de génocide, il est imprescriptible. Pour quelle raison le Burundi s'autoriserait-il à l'arrogance de faire exception, vis-à-vis du reste de l'humanité ? D'autre part, le peuple burundais des droits de l'Homme, M. Pierre-Claver Mbonimpa [19], de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues, (A.P.R.O.D.H.) s'est exprimé sur la chaîne de télévision publique française « France Océan [20] » en date du 29 mai 2013. Ses propos sont éloquentes. Le militant des droits de l'Homme a laissé entendre l'improbabilité de vivre dans cette maison restituée de l'OCAF/Ngagara. Il a déclaré, en substance : « Je m'ame, (que) celui qui va entrer dans cette maison, il (lui) sera difficile d'y habiter. » Photo : Pierre-Claver Mbonimpa, à la tribune du Freedom Forum à Oslo (Norvège) en 2011 [21]. A mon avis, son commentaire contient une mise en garde d'importance ou une invitation à la violence sans équivoque contre les Ayants-droit. Publiquement, il a fait comprendre que cette mesure de restitution, même légitime, sera inopérante dans la réalité de jouissance du bien retrouvé. De la part d'un militant primaire, le respect des droits de l'Homme et de ses biens au Burundi, mériterait une attention égale à celle pour tous les citoyens du monde selon la Charte universelle des droits de l'Homme ! Pourquoi les uns devraient-ils se sentir sérieusement menacés en réclamant d'être rétablis dans leurs droits pendant que ceux qui les ont bafoués auraient droit de gommer leur flagrante infraction depuis de nombreuses années ? En vérité, le plus troublant de cette actualité est que M. Mbonimpa est une vieille connaissance de la famille de M. Stanislas Mpitabakana. Un sérieux litige les a opposés par le passé. Jean-Marie Ntakirutimana a écrit : « M. Mbonimpa Pierre-Claver a loué notre maison sise à Rohero 2, avenue Bweru. Il y est resté pendant de nombreuses années sans s'acquitter de ses loyers. Nous lui avons intenté un procès qui a duré de nombreuses années sous les dictatures. Il ne voulait pas quitter la maison, ni payer les arriérés. Quand le procès a commencé, je n'avais que quatorze ans. Finalement, il a quitté sans s'acquitter des quatre-vingt-dix mille francs Bu à titre d'arriérés de paiement. A l'époque, c'était une somme non-négligeable. À charge, il ne s'est jamais présenté, à ma connaissance, comme propriétaire de cette maison. » Ajoutons que ce paiement de loyers de la part de co-auteurs, d'auxiliaires et de bénéficiaires du génocide des Hutu en 1972-1973, (envoyés les familles, dont certains de leurs membres ont « disparu » dans ces circonstances,) est au Burundi, une variante des multiples formes d'agression par la spoliation et recel liées au crime de génocide. Pour appuyer la crédibilité du témoignage de Jean-Marie Ntakirutimana sur les agissements de Bernard Kayibigi, ordonnateur [22] de cette spoliation, Rose Ntwenga, fille de Venant Ntwenga, « disparu forcé » en mai 1972, partage ses souvenirs et ses appréciations sur l'actualité. À l'époque, les derniers mois de 1974, après les Mesures dites d'Amnistie. À l'époque, Kayibigi, surnommé, en 1972, "Le Bourreau" [23]. On peut avoir dix-neuf ans et avoir encore l'énergie pour jouer à l'athlétisme. C'est ce que je faisais ce matin de fin décembre 1974, quand une Volkswagen jaune s'était garée devant notre groupe d'enfants à Kamenge Secteur D. L'homme au volant avait fait signe en notre direction. Comme personne ne le connaissait, le groupe s'était consulté du regard avec interrogation. Son geste précoce m'avait signalé. À l'époque, il

toujours au volant avait hoché la tête pour confirmer. Je m'approchais de la voiture sans crainte comme pour renseigner un automobiliste. Je ne sais plus exactement ce qu'il m'avait raconté. Il voulait me montrer quelque chose qui me concernait. De la part d'un inconnu ? S'agissait-il d'un parent, je ne sais plus ? Il connaissait mon père d'un détail qui avait fait que je l'avais rencontré. Sans comprendre pourquoi, j'étais monté dans la voiture. Toutefois, temps de remarquer que certains des voisins étaient sortis de leurs maisons. Je me rappelle, surtout, la maison de Simba Pierre de l'autre côté de la route principale, au Secteur C. Une femme était apparue au pas de la porte, comme à l'habitude. Le conducteur et moi avons faits le trajet ensemble. Le monsieur m'avait parlé gentiment. Je ne sais pas exactement de quoi. Il m'avait parlé de mon père, qui à la fin de sa vie, n'avait plus beaucoup d'argent. - J'étais soit vivant, avec ou sans argent, avais-je répondu. - Cependant, poursuivait-il, il s'était renfloué et avait lancé une série de chantiers. - J'aurais aimé qu'il soit vivant, rouspétais-je. J'avais retenu que le monsieur était intéressé par un terrain qui se construisait au quartier 2 de l'OCAF/Ngagara dont les murs étaient aux trois quarts originaux. Le monsieur déclara que mon père avait pris un petit crédit à la Banque Nationale pour le Développement Economique (B.N.D.E.). Il avait besoin de ma signature pour terminer la finition de la maison. Je l'avais interrompu. - Ces histoires de maisons, de chantiers, etc. Il faut demander à ma mère. C'est elle qui s'en occupe. Comme amusé, le monsieur s'était empressé de répondre. - Sans doute, lui avais-je répondu. Et puis, ne pas lire, c'est vite dit. Donnez-lui la bible ! Subitement, il avait demandé où il me déposait. - Au Centre culturel français. Toute la conversation était dans la voiture sur le trajet de la maison de Kavumu n°19[24] jusqu'au Centre culturel français. J'étais rentré au Centre culturel feuilleter distraitemment les journaux. Après, une dame bienveillante m'avait payé le ticket retour. J'étais soulagé de m'être débarrassé d'un individu bizarre. Il voulait ma signature. Et puis quoi encore ? C'était vite sorti de ma tête. J'étais tranquillement revenue à Kavumu n°19. Et là, dans les yeux et les propos de mes voisins, je découvrais une gravité inhabituelle. J'avais fait face à une rafale de questions. - Pourquoi ? - J'étais au bus. - Oui, mais le monsieur. - Le monsieur ? - Il m'a déposé au Centre culturel français. - Tu sais qui c'est ? - Non, j'ai répondu. Seulement, il m'a demandé de l'accompagner à la Banque Nationale pour le Développement Economique (B.N.D.E.). Il voulait ma signature pour la finition de la maison du quartier 2. J'ai refusé. Il est bizarre, sans plus. Ces propos, je les avais répétés à différentes personnes venues aux nouvelles. Je ne saisis pas bien leur ahurissement de me voir. Enfin, l'un des voisins m'avait envoyé quelqu'un m'expliquer l'identité du monsieur. Cet individu était terrible. L'agende photo[26] : Volkswagen mod. 1973. (du même type que les lots utilisés par le service de la S.A. ret.) Cette Volkswagen jaune était de la S.A. nationale. A chaque fois que cette voiture, conduite par cette personne, avait été vue dans le quartier, une personne était arrêtée. Après, elle ne rentrait pas. Toutes les personnes aperçues en sa compagnie dans cette voiture, avaient cessé d'exister. Je n'avais pas bien compris le danger. - Moi, et moi, qu'est-ce qui me concernait ? Cet épisode était aussitôt sorti de mon esprit. (à!) Au début des années 80, dans mon emploi à la fonction à l'Agence Burundaise de Presse (A.B.P.), le monsieur a envoyé à plusieurs reprises Lazare, l'employé à la maison de mon père (1963 à 1967) pour me parler de lui. Dès après Lazare, il insistait pour que je me souvienne des (Hima) Rwandais. - Ibuka ba Banyarwanda ba nyaga so [27] ! disait-il. Bernard Kayibigi - effectivement, c'était lui - après le courrier envoyé à Baraka au Zaïre en décembre 1978, s'était rendu compte qu'il était totalement inconnu. Il avait toujours besoin de ma signature. - Bernard Kayibigi - Chef de la police judiciaire en 1965, Procureur de la République en 1972, Membre du conseil supérieur de la magistrature en 1974. Puis, de dépit face à mon refus, il s'était résolu à porter plainte au parquet de Bujumbura contre le Receleur Hima rwandais [28] de la maison de mon père du Quartier 2 de l'OCAF /Ngagara. (à!) Quelques mois après la perte du procès, Bernard Kayibigi avait été emporté par un mal soudain. Dès après des ténements dont Lazare, il avait gardé en porteur de main la lettre extorquée à mon père, Vincent Ntwenga en prison de Mpimba en décembre 1972. Après avoir maugré sur la « duplicité et la voracité des Rwandais », il en était resté comme aphone d'incrédulité d'avoir perdu le Procès. Aussitôt et vertue de son Joséphine Mfubusa (la femme placée par lui auprès de mon père en 1963 sur conseil des Hima Rwandais) avait envoyé de force Dieudonné Nicimpaye, fils naturel de Bernard Kayibigi vivre dans notre famille à Kamenge Kavumu n°19. Au préalable d'une visite à son demi-frère Félix Junior dit Djuni, il comptait amorcer une installation permanente dans le but ultime d'accaparer des biens de la succession de Venant Ntwenga. Comme annoncé des années plutôt, sa mère l'avait induit en erreur. L'agende photo : Dieudonné Nicimpaye. - Diu ! - Le rôle ingrat me revenait de lui annoncer sa supercherie ou le traquenard dans lequel ses parents le plongeaient. Je lui avais facilement décrit son statut à « à l'enfant objet à » et convaincu sans peine d'arrêter immédiatement l'envahissement de la famille. C'était à ses risques et périls de s'imposer à nous brutalement de cette manière déguisée en visite (à!) De lui-même, après observation de son demi-frère, Dieudonné avait confié en sa présence : - « Un truc à » fondamental me s'appare de Djuni, malgré les protestations insistantes de Joséphine sur notre filiation commune. Les sages de la moralisation à Kamenge après les décisions arbitraires de la Rencontre Informelle de 1967, m'avait proposé à clarifier sans difficulté la réalité de la situation. Différents protagonistes. À Quant aux déclarations de M. Pierre-Claver Mbonimpa sur France O, Rose Ntwenga estime que ce sont des paroles d'expert à prendre au sérieux : « De suite, par ces quelques phrases, a-t-elle dit, j'ai située la chose, sa compromission avec l'époque des faits en 1972 jusqu'à aujourd'hui. Pas grand monde n'a désapprouvé les décisions horribles du Conseil de Guerre du 6 mai 1972. Bien au contraire, dans certains milieux, il flottait un air empressé de « Victoire ». Et, les abus sans cesse renouvelés et multiformes comme le harcèlement, le chantage, les insultes, les mauvais traitements, etc. se sont enchaînés contre les déclarés à « Vaincus » sans leur laisser le temps de très bien comprendre leur situation ! En voici trois dimensions illustrées par un exemple : - La condamnation à l'ignorance. A peine inscrit dans une école, quelqu'un vient vous en sortir, au motif que vous n'êtes pas droit, à cause des prétendues « fautes » commises par les parents ! - La condamnation à la pauvreté. Vous entreprenez un petit artisanat et aussitôt, pour vous dissuader de poursuivre l'activité, des cambriolages systématiques sont organisés. - La condamnation à la famine. De quelle manière, ensuite, contourner le plus prouvant des trois prolongements de la Condamnation du 8 mai 1972 ? Après l'arrestation du Directeur de l'École primaire du Quartier

lâ€™OCAF/Ngagara (le père de Kid (Emmanuel Kidodoye, le garde du corps civil du candidat Melchior Ndadaye, au cours de la campagne électorale de 1993), sa famille s’est retrouvée sans nouvelle de lui et exclu de l’office d’information sur ses comptes bancaires, courant, épargne etc. Tout un dispositif actif était aux aguets au moindre renseignement concernant les décisions pour organiser la cellule familiale est à dire l’émergence des nouveaux piliers sur lesquels compter et la provenance des gestes de solidarité. Les consignes d’interdiction de parler ou de venir en aide aux familles des nombreux disparus se sont transmises de bouche à oreille avec efficacité. Ainsi, pour subvenir toute seule d’ordinaire aux besoins de sa famille, la mère de Kid s’est retrouvée contrainte de brasser de l’huile de palme en cachette, après multiples précautions, à l’intérieur de leur maison de la treizième avenue de Cibitoke, zone urbaine. C’est une manipulation qui se fait normalement au grand air. Quant à la deuxième étape de la vente, elle l’a confiée à une tierce personne autorisée à exposer des marchandises sur le marché. Au passage, de nombreuses taxes insensées ont diminué les gains escomptés. Mais, il restait un «rien à» d’argent juste de quoi calmer la faim tout en maintenant la fringale et assez d’énergie pour ne pas s’essayer ! Auparavant, mon père avait fait les frais, à plusieurs reprises, un dispositif de véritable persécution après les expropriations de 1967 ordonnées par D’sir Makuza, capitaine dans l’armée de Libération du Rwanda (A.P.L.R.) et appliquées par Thomas Ndabemeye, [29] chef d’Etat-major de l’armée burundaise à partir de l’août de la même année. Malgré les arrangements à l’amiable par l’intermédiaire de (Exilé) Rwandais au Burundi depuis 1959, et résident à Kamenge) pour occuper les habitations de l’OCAF/Ngagara toute une série de tracas avait été dirigée contre mon père, particulièrement, ainsi que la majorité de chaque cellule familiale des membres du Club des Bâtisseurs. C’est dans ce sens que l’un des locataires du campement du secteur C.N°29 de Kamenge, Etienne, le Muvira, avait été convaincu par les Hima Rwandais de ne pas s’acquiescer volontairement du loyer de son laboratoire artisanal de développement de photo pendant un an. Le photographe déclarait sans se cacher ne pas pouvoir «à adresser la parole à quelqu’un de d’ordinaire fini à» ; Nos parents ont dû se doter d’un statut hors du commun pour résister (tout en assurant protection et éducation aux enfants) après 10 ans (de 1962 à 1972) à cette mécanique de destruction dirigée contre eux sans relâche jusqu’à l’aboutissement au génocide de 1972-1973. Après cette période intense, cette mécanique, malheureusement, s’est poursuivie pour rester présente dans l’actualité d’aujourd’hui en 2013. De mon côté, aussi, après les mesures dites d’Amnistie de 1974 et la restitution de la maison Kamenge Kavumu 19, mon parcours est traversé depuis cette époque, tour à tour, d’obstacles imprévus, d’hostilités inavouées et d’agressions présumées. C’est le récit de ces histoires épuisantes de mesquineries et de méconnaissance de mon quartier d’origine, à Montpellier (France), je mène une existence à l’économie, dans le souci de réflexions blessantes et les agressions par procuration en provenance des Hima Burundais et des Hima Rwandais soudés dans l’omission concertée, à chaque instant, du génocide des Hutu du Burundi de 1972-1973. Certains désagréments sont évidemment commis avec l’assentiment de la part de leurs solides sympathisants convaincus sur bien de domaines concernant les problèmes politiques et sociaux du Burundi. Quant à l’ensemble des Ayants-droit aux restitutions consécutives au génocide de 1972-1973, cette mécanique de résistances et de destruction, cherche, par son renouvellement incessant, à maintenir les survivants de ce génocide, dans la précarité, de préférence celle confinant les individus à l’indigence. Cet acharnement à leur créer des difficultés artificielles permanentes a pour but d’atténuer leur lucidité et leur entière capacité à se construire au quotidien. Ne parlons pas de se défendre et en moins, de défendre les leurs, sujets de disparition forcée ! Nombreuses et nombreux sont ces «auxiliaires à» qui ont participé, à des degrés très divers, à cette mécanique de nivellement par le bas amorcée par les co-auteurs aidés par les principaux receleurs, ces derniers, soutenus par leurs solides sympathisants de tout horizon. Pierre-Claver Mbonimpa est simplement une pièce visible de la liberté de faire souffrir, de l’injustice assumée et l’assurance de l’impunité des délits graves dont certains relèvent de la catégorie imprescriptible. En dernier lieu, une autre illustration de l’obstruction à toute initiative se vit à travers les périodes suivantes. En effet, des voisins de mon quartier Kamenge (parents de Mama Nelly, représentante des femmes de l’Uprona de Kamenge dans les années quatre-vingt) ont bénéficié d’un crédit de la part de l’Organisation de l’Appui à l’Auto - Promotion [30] (O.A.P.) à la fin des dix. Ils ont entrepris des cultures sur un terrain tout près de l’Aéroport International de Bujumbura. Ce terrain faisait partie des espaces péri-urbains distribués au Nord de la ville de Bujumbura après 1967 par Venant Ntwenga. Quelques mois après, le Commandement de l’Armée burundaise a envoyé un camion militaire et des hommes pour s’emparer, récolte et la vendre à la place des propriétaires. Face aux protestations des investisseurs en charge du remboursement du crédit, les militaires ont répondu laconiquement : «Cet endroit appartient à l’Armée depuis 1972 ! Il fallait voir le souvenir avant de souscrire à des crédits. À» Ceux qui se faisaient une grande idée de la Commission Vérité, en ont eu un échantillon très visuel sur la chaîne France O. À » Enfin, pour dissiper la confusion entretenue sur la nécessité des restitutions, rappelons que les longs pourparlers politiques, sous l’impulsion saluée de Nelson Mandela, ont abouti aux Accords d’Arusha en août 2000. Les concepteurs de ces derniers Accords ont eu la perspicacité de dissocier la Commission nationale de Vérité et Réconciliation (C.N.V.R.) de la Commission Terres et autres Biens (C.N.T.B.). Brièvement, la première s’occupe, en principal, des atteintes aux personnes [31]. Il est attendu des acteurs civils, militaires et politiques de rendre publiques les motivations de la mise sur pied du Conseil de Guerre du 6 mai 1972. Ils doivent cette clarification importante, en premier, aux différentes coopérations régionales et internationales venues prêter main forte contre, selon eux, «un envahisseur à partir d’un pays étranger à». En effet, le 21 juin 1972 [32], le Commandant en chef des forces armées burundaises le lieutenant-colonel Thomas Ndabemeye a annoncé la fin des opérations militaires au cours d’une réception offerte en l’honneur de tous les officiers de l’armée nationale coopérants militaires étrangers. Au-delà de la condamnation à mort généralisée sur une partie de la population, la Commission Terres et autres Biens, se penche sur la deuxième conséquence des décisions du Conseil de Guerre du 6 mai à savoir l’atteinte aux différents biens [33]. Malgré toutes les imperfections et les critiques entendues, cette Commission est pleinement dans son rôle, depuis le début de ses activités ! Une foule de biens spoliés, matériels communs, sont encore à rendre ! À Perpétue Nshimirimana, Lausanne, le 19 juillet 2013. Â [1] Pour rappel : À Traduction

libre. Le dictionnaire historique de Burundi, african historical dictionaries n° 8, The Scarecrow Press, Inc., Metuchen N.J., 1976 par Warren Weinstein. Kayibigi, Bernard, un Tutsi du sud. En 1971, il était second secrétaire national de l'UTB [Union des travailleurs burundais, syndicat affilié au parti-État UPRONA] section cadre judiciaire. Il a travaillé au parquet de Bujumbura et était surnommé « Le Bourreau », parce qu'il torturait les prisonniers. En avril 1972, il a été promu procureur général en remplacement de Nduwayo. Au cours du mois de mai 1972, il a joué un rôle majeur dans les représailles contre les Hutu. Il a complété par les moins et autres personnes disposant d'armes pour informer les burundais et le grand public de 2013. [2] Pour mémoire, les disparitions forcées sont qualifiées de crimes contre l'humanité, dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre une population civile. Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998 (article 7). Les disparitions forcées sont ainsi susceptibles de relever de la compétence de la Cour de la Haye. [3] Receleurs : Dans un sens large, le receleur est toute personne qui accomplit un acte de recel. Dans un sens étroit, c'est une personne qui fait profession d'acquiescer des choses, des valeurs et des fonds volés afin de les revendre. Un tel individu a toujours été considéré comme particulièrement dangereux pour la société, car il favorise l'activité des malfaiteurs en assurant l'écoulement des biens volés. C'est pourquoi les juges les sanctionnent très sévèrement. (à) Recel par assimilation : On appelle « recel par assimilation » des situations où le juge considère que telle personne vit des produits de l'activité illicite d'autrui. (à) Recel de chose, simple variété du délit de recel, porte en principe sur une chose concrète, susceptible de détention matérielle. Il peut notamment s'agir d'un document écrit, comme, par extension l'objet, d'un document numérique conservé selon les techniques informatiques. (à) Règle morale (relative au recel) : Philosophes et théologiens qui ont le plus étudié le cas du recel voient dans le receleur, non seulement un complice a posteriori, mais encore un instigateur dans la mesure où, sans receleur habituel, nombre de voleurs ne pourraient exercer leur activité. (à) Science criminelle (relative au recel) : La plupart des juges contemporains privilégient le recel de chose, non comme un cas de complicité postérieur à l'acte, mais en tant que délit accessoire* autonome, plus précisément en tant que délit de conséquence. (à) Recel de cadavre : (à) Le recel de cadavre est une variété du délit de recel : il a pour caractéristique de porter sur le cadavre d'une personne (ayant vécu de la vie extra-utérine), victime d'un acte homicide ou des suites d'actes de violence. Il s'agit d'un délit entrave au bon fonctionnement de la justice. (à) Source : http://ledroitcriminel.free.fr/dictionnaire/lettre_r/lettre_r_recel.htm [4] Durant les trois « Républiques » dirigées respectivement par trois Hima burundais, Michel Micombero, Jean-Baptiste Bagaza et Pierre Buyoya. [5] - Pour rappel quelques notions élémentaires de droit : Prudence, li à un dommage ; Prudence morale, Prudence physique, Prudence Code civil ne contient aucune définition du Prudence. Le Prudence est traditionnellement défini comme étant l'atteinte à l'intégrité. Le responsable d'un Prudence est l'auteur du dommage. Il doit en répondre et peut être condamné à le parer versant des dommages-intégrité. - Autre élément de définition d'après http://ledroitcriminel.free.fr/dictionnaire/lettre_p/lettre_p_pr.html (à) Au sens étroit. Lorsqu'un acte délictueux porte atteinte à l'intégrité d'autrui ou à ses droits, il en résulte un dommage pour la victime. Ce Prudence doit être intégral. (à) - Aux spécialistes de ces questions de complé. [6] Nkoko Makebuko en province de Gitega en 1940. [7] Nkoko [8] A Consulter aux archives sonores de la Voix de la Révolution. A Musongati en province de Ruyigi en 1944. [9] Aux spécialistes en la matière d'apporter des éclairages pointus. [10] Sources photos : <http://www.bndesm.com/> ; <http://www.infodata.lu/news.php?nid=86> ; <http://www.vb.com/central-bank-of-burundi.html> [11] Ce certificat constitue un « passeport » déterminant de la vie de chacun. Ceux en possession de ce titre de ressortissant ont obtenu le droit d'accéder aux études secondaires et supérieures avec des perspectives d'avenir sur un emploi et une carrière. Les autres ont été renvoyés dans leurs familles, au quartier ou sur la colline vivante dans l'incertitude, la privation d'office de quelconque ambition. [12] Dans le droit pénal, il s'agit d'une usurpation de titre. Voici ce que dit l'exemple le droit pénal français : (à) L'usage, sans droit, d'un titre attaché à une profession réglementée par la loi publique ou d'un diplôme officiel ou d'une qualification dont les conditions d'attribution sont fixées par l'autorité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende. (à) (Extrait de la Section 9 : De l'usurpation de titres, Article 433-17) Source : <http://www.lexinter.net/Legislation2/usurpationdetitres.html> Rappelons aussi qu'en droit du travail, l'usurpation de diplôme est une faute grave justifiant le licenciement. [13] Délit relevant des atteintes à la vie privée. [14] Source : <http://www.priceminister.com/offer/buy/170550176/billet-100-franc-cfa-type-rwagasore-banque-de-la-republique-du-mali-ibanki-ya-republika-y-uburundi.html> Cette question de la spoliation de biens immatériels liée au génocide sélectif des Hutu du Burundi, est matière à plus amples réflexions et recommandations de la part de juristes. Aux spécialistes de complé. [15] Parmi eux, en premier lieu, ce sont nos voisins, spoliés d'autres familles. Certains sont les mères qui le 28 mai dernier, ont manifesté au « nom du droit » contre la restitution. [16] Son nom. Il a déposé plainte à la Commission Terres et autres biens. [17] Ce quartier a été créé dans les années cinquante : Extrait : (à) (à) 1957, sur la rive droite de la Ntahangwa, Ngagara (quartiers 1 à 5), Kinama et Kamenge furent construits par l'Office des Cités Africaines (OCAF). Ces nouveaux centres étaient actuellement destinés aux clercs africains, dont beaucoup de Burundais, (à) (à) Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bujumbura> N.B. Venant Ntwenga est directeur de l'Office de Logement du quartier de l'Ocaf/Ngagara de 1961 à 1963 (à) [18] Monnaie (rappel d'éléments de définition), pouvoir se procurer les biens ou services qu'il ne produit pas lui-même, l'individu utilise un bien particulier, la monnaie, qui facilite les échanges entre les différents agents économiques. Source : <http://www.francais.cci-paris-idf.fr/wp-content/uploads/downloads/2011/10/monnaie.pdf> La monnaie, sous ses différentes formes, est un bien immatériel financier. [19] Il a reçu au titre des activités de l'APRODH, plusieurs prix : 2007 Lauréat du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'Homme-2008 Lauréat du prix Bon défenseur des droits de l'homme, décerné par le Forum la société civile burundaise, 2011 Lauréat du prix Henry Dunant Genève (Suisse). [20] Afrique info journal, édition du mai 2013. Ses propos sont à visionner à l'adresse : <http://www.youtube.com/watch?v=7Rwh5flHrel> En complément aux déclarations « chaudes » de son président, il est important de noter la façon dont l'APRODH relate les faits à Ngagara dans son rapport mensuel de mai 2013:

http://www.aprodh.org/index.php?option=com_rokdownloads&view=file&Itemid=174 (â€) En date du 28 Mai 2013, au quartier 5 Ngagara, lâ€™expulsion de la famille NYAKABETO Justin de sa maison par la CNTB a crÃ©Ã© beaucoup dâ€™insÃ© dans la population de toute la commune Ngagara. Cette activitÃ© a occasionnÃ© plusieurs blessÃ©s aprÃ©s que la police ait utilisÃ© des gaz lacrymogÃ©nes et des balles rÃ©elles tirÃ©es en lâ€™air pour disperser la population qui sâ€™opposait Ã© cette dÃ©cision jugÃ©e par plus dâ€™un illÃ©gale. Dans la foulÃ©e des Ã©vÃ©nements, 24 jeunes gens ont Ã©tÃ© soustraits population par la police et emprisonnÃ©s. (â€)Ã© Cependant, des tÃ©moignages relatifs Ã© lâ€™attitude du groupe de Ã© (jets de pierre sur la police, chants de Ralliement groupusculaire ethnique, rÃ©fÃ©rence aux opÃ©rations ville-morte en 1994-1995, etc.) ne font pas partie de la description des faits violents du 28 mai 2013, consignÃ©e dans ce rapport.Ã© [21] Source photoÃ© :http://www.oslofreedomforum.com/speakers/pierre_claver_mbonimpa.html [22] Ce cas prÃ©cis lâ€™ve le coin de cette lourde chape de silence autour du systÃ©me prÃ©mÃ©ditÃ© des spoliations de biens. Un quartier urbain aprÃ©s lâ€™au colline par colline, ces Ã© ordonnateursÃ©, sont des personnes prÃ©cises, nommÃ©es ou avalisÃ©es par les concepteurs Hima burundais et rwandais, du gÃ©nocide sÃ©lectif des Hutu. Ã© (Cf. Pr RenÃ© Lemarchand). [23] Op.cit. Warren Weinstein[24] Kamenge secteur D sâ€™appelaitÃ© dÃ©sormaisÃ© Kamenge quartier Kavumu.[25] Formule de rÃ©confort[26] Source photoÃ© : <http://www.lrm-collection.fr/Location-mariage-Volkswagen-Coccinelle,2797,44,40.html>Ã© [27] Souviens-toi des Rwandais qui ont spoliÃ© ton pÃ©re! [28] Son nom. (En lecture restreinte)[29] A lâ€™attention de sa successionÃ© :Ã© AprÃ©s les instructions dictÃ©es Ã© gauche et Ã© droite par ses soinsÃ© pour assurer sa Ã©Ã© DÃ©fenseÃ©, il faut se prÃ©parer ses archives personnelles. Par exemple, la photo en famille datÃ©e de 1967 (sa famille et celle du gouverneur de la province de Bubanza ou Cibitoke) avant dâ€™emmÃ©nager Ã© sa villa de fonction du boulevard du 28 novembreÃ© en tant que chef dâ€™Etat-major de lâ€™ArmÃ©e burundaise. La prise de vue sâ€™estÃ© dÃ©roulÃ©e dans un studio photo, tenu par un Asiatique,Ã© situÃ© en face de la station dâ€™essence de la ChaussÃ©e Prince Louis Rwagasore.Ã© Dâ€™autres documents s livrer au public comme le contrat de vente (en 1967-1968)Ã© du PÃ©lican Bar Ngagara par Venant Ntwenga pour la modique somme de cent mille francs bu. Etc. [30] Le Programme dâ€™appui au dÃ©veloppement communal (P.A.D.C.) financÃ© par la CoopÃ©ration technique suisse (D.D.C.) et mis en Ã©uvre par lâ€™Institut universitaire dâ€™Ã©tudes pour le dÃ©veloppement (I.U.E.D.) de GenÃ©ve, au cours des annÃ©es 80, a ensuite Ã©voluÃ© en O.A.P., structure qui a opÃ©rÃ© sa transformation en association autonome <http://www.oapburundi.bi/> [31] Les notions de dÃ©finition Ã©lÃ©mentaire, extraitesÃ© de lâ€™article de WikipÃ©dia sur le droit pÃ©nal en France (celles apprises par les juristes tels quâ€™ArtÃ©mon Simbananiye ici communiquÃ©es pour rappel et surtout Ã© lâ€™attention des lecteurs, non-juristes de formation. Crimes et dÃ©lits contre les personnes Les crimes et dÃ©lits contre les personnes sont prÃ©vus au livre II du Code pÃ©nal.a)-GÃ©nocide et crime contre l'humanitÃ©Ã© : -gÃ©nocide (peine encourueÃ© : rÃ©clusion criminelle Ã© perpÃ©tuitÃ© assortie dâ€™une peine de sÃ©retÃ©), -a dont la dÃ©portation, lâ€™esclavage, la pratique massive et systÃ©matique dâ€™exÃ©cutions sommaires et dâ€™enlÃ©vement disparition, la torture ou les actes inhumains (peines encouruesÃ© : la commission de ces crimes, comme leur tentative et leur planification, sont passibles de la rÃ©clusion criminelle Ã© perpÃ©tuitÃ© assortie d'une peine de sÃ©retÃ©).b)-Crimes cont l'espÃ©ce humaine (p.m.)c)-Atteintes Ã© la personne humaineÃ© : -les atteintes Ã© la vie, volontaires (meurtre, assassinat, empoisonnement) ou involontaires (homicide involontaire), -les atteintes Ã© l'intÃ©gritÃ© physique ou psychique de la personne (torture et actes de barbarie, violences, viol et agression sexuelle, harcÃ©lement sexuel, trafic de stupÃ©fiants. (peines encourues dâ€™un an Ã© la rÃ©clusion Ã© perpÃ©tuitÃ©, amende de 15.000 Ã© 7.500.000 euros).-la mise en danger de personne, dont la non-assistance Ã© personne en danger,-lâ€™atteinte aux libertÃ©s de la personne, dont lâ€™enlÃ©vement et sÃ©questration,-lâ€™atteinte Ã© la dignitÃ© de la personne-lâ€™atteinte Ã© la personnalitÃ©, dontÃ© : la violation de domicileÃ© ; dâ€™identitÃ© (pour mÃ©moire dans le droit pÃ©nal franÃ§ais, punie dâ€™un an de prison et de 15000 euros dâ€™amende) mineurs et Ã© la famille.Source et plus dâ€™informations surÃ© https://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_p%C3%A9nal_sp%C3%A9cial_en_France#Crimes_et_d.C3.A9lits_contre_les_personnes [32] Lâ€™AnnÃ©e Africaine. Birame Nâ€™diaye 1972.[33] Crimes et dÃ©lits contre les biens (peines encourues de 2 Ã© de prison, amende de 30.000 Ã© 375.000 euros)-Appropriations frauduleusesÃ© : vol, extorsion, chantage, escroquerie, abus de confiance, demande de fonds sous contrainte.-Autres atteintes aux biensÃ© : recel, destructions, dÃ©gradations et dÃ©tÃ©riorations volontaires du bien d'autrui, atteinte aux systÃ©mes de traitement automatisÃ© des donnÃ©es, blanchiment (â€)SourceÃ© et plus dâ€™informations surÃ© : https://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_p%C3%A9nal_sp%C3%A9cial_en_France#Crimes_et_d.C3.A9lits_contre_les_biens Ã©